

Chers Collègues et Chers lecteurs,

Voilà longtemps que nous n'avons pas eu l'occasion de nous parler, non pas que le travail manquait mais en cette période électorale, j'ai préféré respecter une forme de réserve puisque j'étais engagé dans la campagne présidentielle. Il reste encore les élections législatives et les sénatoriales, mais ces échéances électorales n'empêchent pas l'ANEL de participer aux réunions, colloques et groupes de travail sur les sujets qui nous sont quotidiens et la rubrique consacrée à la vie de l'ANEL que vous lirez ensuite en témoigne.

Nous saluons la nomination du député-maire du Havre, Edouard PHILIPPE dont la fibre maritime est évidente. Toutefois, l'absence de référence à la mer dans les attributions des ministères a généré une grande interrogation du milieu maritime, et l'ANEL veillera à ce qu'un réel cap puisse être donné à la politique maritime, malgré l'éclatement des directions en charge des sujets maritimes entre plusieurs ministères.

Avant de solliciter une rencontre avec les nouveaux ministres compétents, je souhaite que le travail puisse être mené selon la même méthode et avec la même écoute qu'il était engagé avec les ministres précédents.

L'ANEL s'est inscrite dans la démarche responsable d'anticipation des changements climatiques, en participant activement aux Assises nationales des risques naturels, à des ateliers de terrain avec des scientifiques avertis, en adhérant à la plateforme Océan Climat dans le cadre de la préparation de la COP 21, et en faisant venir régulièrement des experts lors de nos Journées d'études, pour expliquer les phénomènes observés, de recul du trait de côte et d'élévation du niveau de la mer. Nous cherchons ensemble les solutions adaptées pour protéger les personnes, les activités économiques et préserver les ressources de biodiversité, menacées par tous ces changements climatiques. L'ANEL doit accompagner les collectivités dans la transition énergétique dont les objectifs sont ambitieux. Nous souhaitons qu'elle puisse contribuer à générer de nouveaux emplois, à diversifier les activités et assurer la mixité sociale des populations qui vivent dans les communes littorales, pour le bien-être durable de nos concitoyens. Les potentiels de développement de l'économie bleue nous paraissent immenses et nous demandons à ce que les responsables en charge de cette politique en prennent la mesure et poursuivent les efforts initiés par leurs prédécesseurs en ce sens.

Je remercie celles et ceux qui se sont déjà inscrits pour venir à La Réunion pour les prochaines Journées Nationales d'Études de l'ANEL qui s'y tiendront du 9 au 13 octobre 2017, en dépit de la longueur du voyage ! Je vous rappelle que le Conseil d'administration et l'Assemblée générale ont souhaité répondre aux demandes réitérées de nos collègues ultramarins qui, chaque année, et pour de nombreux rendez-vous maritimes, font le déplacement vers une ville de métropole. Nous nous réjouissons de vous faire connaître avec l'appui de nos collègues et de leurs partenaires privés, les nombreuses réalisations pionnières en termes de transition énergétique conduites dans ce territoire ultramarin. Nous ne manquerons pas de partager avec ceux qui ne pourront venir les enseignements de ces Journées nationales d'études, qui se tiendront pour la première fois, outre-mer.

Jean-François RAPIN
Président de l'ANEL
Sénateur du Pas-de-Calais
Conseiller régional des Hauts-de-France



Le Conseil d'administration de l'ANEL s'est réuni le 16 février 2017 autour de sujets d'actualité et notamment :

- Celle **des évolutions de la proposition de loi (PPL)** portant adaptation des territoires littoraux aux changements climatiques, (cf. ci-dessous).
- Le président Jean-François RAPIN a également fait état de la **première réunion du Comité France Maritime, sous l'égide du Secrétariat général de la Mer**, plateforme annoncée par le président de la République lors des Assises de l'économie maritime de La Rochelle en novembre 2016.
- Le président Eugène LARCHER, maire de Les Anses d'Arlet en Martinique a présenté avec Gérard RUIZ, qui avait participé à la journée de formation, **la démarche Passeport Vert**. Un appel a été fait auprès des élus pour planifier des réunions d'information sur les différentes façades maritimes et faire mieux connaître la démarche.
- Christine LAIR, déléguée générale, a sollicité l'accord du CA de l'ANEL pour **reprendre au niveau national, les actions menées avec succès par la région et les départements bretons, et Françoise PERON**, professeur émérite de l'Université de Bretagne ouest, en faveur du patrimoine maritime, sous l'appellation « **Ports d'intérêt patrimonial** ».
- Puis le président a invité Aurore JILLMANN, chargée des affaires maritimes et des activités littorales de RTE à présenter **le nouveau partenariat entre l'ANEL et RTE** ;
- Il a également donné la parole aux représentants de l'Observatoire des énergies marines renouvelables.

L'Assemblée générale de l'ANEL s'est tenue exceptionnellement le 29 mars au Sénat

Pour la première fois, hors des Journées Nationales d'Etudes, puisque celles-ci auront lieu à Saint-Denis de La Réunion. Après la présentation **du rapport d'activité et du rapport financier**, le président RAPIN et les administrateurs avaient souhaité proposer aux élus une journée un peu particulière. Après l'audition de Marc ABADIE, directeur du Réseau et des Territoires de la Caisse des Dépôts et Consignations, et de Vincent BOUVIER, Secrétaire général de la Mer, qui a présenté les travaux du Comité France Maritime, nouvellement créé, les élus ont entendu plusieurs orateurs avec des présentations très diverses : **sur l'évolution de l'architecture littorale et balnéaire avec Gilles RAGOT, professeur à l'Université de Bordeaux, sur les ressources vivantes de la mer et des littoraux avec notre ami Gilles BŒUF, professeur à l'université Pierre et Marie Curie, et avec Romain TROUBLE sur l'expédition Tara**. Nous les remercions d'avoir ainsi apporté de nouveaux savoirs à notre assemblée générale.

Un récent Conseil d'administration s'est réuni le 17 mai à l'Assemblée nationale pour faire le point sur la feuille de route à venir de l'ANEL et une série de fiches thématiques en cours de rédaction, sera soumise à l'approbation du CA sur les diverses problématiques que rencontrent les élus des collectivités du littoral.

Plaisance : réunion du CODCAP, le vendredi 6 janvier, le 28 février et le 28 avril à l'ANEL

Le CODCAP, qui réunit divers acteurs du monde de la plaisance (Direction des affaires maritimes, Fédération des industries nautiques, Atout France, Fédération française des ports de plaisance, Voies navigables de France), a repris le fil de ses réunions sur les sujets d'actualité. A l'ordre du jour de ses 3 réunions :

- **la question du transfert des zones d'activité portuaire vers les intercommunalités et la réponse au courrier du président RAPIN, du ministre Jean-Michel BAYLET, confirmant les termes de la circulaire du 8 décembre 2016** (cf. site ANEL).

- les modalités d'organisation d'un nouvel appel à projet « Ports exemplaires », en faisant le bilan des divers appels à projet « Ports exemplaires » depuis 2009, afin de s'entendre sur les besoins actuels des ports, en services nouveaux, en transformations qualitatives de l'accueil aux plaisanciers et parfois, selon les sites, en besoins de nouvelles places, du fait des évolutions du marché par bassin de navigation.

Raphaëlle LEGUEN, 1^{ère} adjointe au maire de la Seyne sur Mer, et accompagnée de Christine LAIR et d'Elise LIMONIER, a assisté au colloque « **Les ports, des équipements essentiels à la gestion du territoire** » organisé par la **région Provence-Alpes-Côte d'Azur à Marseille, le 10 janvier**. Cette région, première française en termes de loisirs nautiques, a rappelé les résultats obtenus grâce à la démarche « Ports propres », et à la Charte des ports de plaisance et de pêche, mises en place sur son territoire. **Didier REAULT**, adjoint au maire de Marseille et président du Parc National des Calanques, a présenté les actions du parc en faveur de la qualité environnementale du port.

Raphaëlle LEGUEN et Christine LAIR, ont également participé aux 10^{èmes} rencontres sur la plaisance et le nautisme, organisées par la métropole de Nice et Idéal Connaissances, le 30 mars, à Nice, en présence du maire Philippe PRADAL et du président de la commission du nautisme et des ports maritimes de la Métropole Nice Côte d'Azur, Robert ROUX, maire de Beaulieu-sur-Mer dont l'accueil est toujours chaleureux.

Filière REP et déconstruction des navires de plaisance hors d'usage

Christine LAIR et Elise LIMONIER ont participé aux réunions organisées par la Direction générale de la prévention des risques (DGPR) et la Direction des affaires maritimes (DAM) les 16 janvier et 21 février 2017 à la Défense. Ce groupe de travail réunit les différentes administrations impliquées dans la constitution de cette filière de Responsabilité élargie du producteur, ainsi que les représentants des industries nautiques et des acteurs de la déconstruction et du recyclage.

Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique

La proposition de loi déposée par **Pascale GOT**, députée de Gironde, a été **examinée au Sénat le mercredi 11 janvier, après son adoption à l'Assemblée nationale en première lecture au mois de décembre**. Le texte a ensuite été renvoyé vers l'Assemblée, qui a voté une partie des modifications apportées par les sénateurs. **La session parlementaire s'est toutefois achevée avant que le texte ne puisse être réexaminé au Sénat. L'interruption de session ne met néanmoins pas fin au parcours législatif de ce texte, qui devrait pouvoir être examiné par les sénateurs à l'automne prochain.** Le texte, bien que distinct de l'application de la Loi Littoral, a donné lieu à de nombreux commentaires, dont certains, très vifs, manifestaient la crainte de voir remis en cause des piliers de la Loi littoral, des sénateurs ayant proposé d'introduire des dispositions permettant la densification pourtant contrôlée des « dents creuses ».

L'ANEL a été auditionnée à deux reprises, par les rapporteurs de l'Assemblée nationale et du Sénat et a suivi le dossier sans avoir de position officielle tant les avis étaient divers sur les solutions proposées par le texte en matière de relocalisation des biens et des activités puisque la PPL abordait ce sujet, auquel de vraies solutions juridiques doivent pouvoir être trouvées.

L'ANEL auditionnée au CESE sur l'Aquaculture le 25 janvier 2017

Jean-Yves DE CHAISEMARTIN, maire de Paimpol, compétent sur ce sujet parfois mal connu, a été auditionné par la section Agriculture, Pêche et Alimentation du Conseil économique, social et environnemental (CESE) le 25 janvier 2017, sur le thème « Les fermes aquacoles marines et continentales : enjeux d'un développement réussi ».

Passeport Vert : le point sur le partenariat de l'ANEL avec la Caisse des Dépôts et Consignations

Gérard RUIZ, accompagné de Christine LAIR et d'Elise LIMONIER, a rencontré le 27 janvier 2017, Arnaud DAOUDAL et Benoît JOXE, en charge des partenariats à la Direction de l'appui aux territoires de la CDC, au sujet de l'avancement du partenariat entre l'ANEL et la CDC autour de la démarche Passeport Vert.

L'ANEL était partenaire des Journées Sciences et Territoires « Mer et Littoral » organisées par le CEREMA les 1^{er} et 2 février

Jean-Louis LEONARD, président délégué, maire de Châtelailon-Plage, a animé un atelier sur les risques naturels et a participé à une table sur ce thème avec **Renaud LAGRAVE**, vice-président de la Région Nouvelle Aquitaine et administrateur de l'ANEL. Christine LAIR et Elise LIMONIER étaient également présentes. Ces Journées avaient pour la première fois comme thème « la Mer et le Littoral », raison pour laquelle le CEREMA avait sollicité l'appui de l'ANEL.

Groupe de travail sur le guide méthodologique pour l'élaboration des Documents Stratégiques de Façade (DSF)

Elise LIMONIER a participé le 3 février 2017 à la réunion du groupe de travail visant à constituer un guide méthodologique destiné aux collectivités et administrations dans le processus d'élaboration d'un document stratégique de façade. Le guide est désormais achevé et téléchargeable sur le site de l'ANEL.

Présentation du Passeport Vert au Grau-du-Roi le 17 février

Christine LAIR et Gérard RUIZ sont allés au Grau-du-Roi, à l'invitation du maire et Secrétaire général de l'ANEL, **Robert CRAUSTE**, pour présenter aux élus la démarche de tourisme durable Passeport Vert.

Rencontre avec la fédération des Entreprises publiques locales (EPL)

Christine LAIR et Elise LIMONIER ont rencontré **Sylvie ROUILLON-VALDIGUIE**, vice-présidente de Toulouse Métropole et présidente de la commission Tourisme, culture et loisirs de la Fédération des EPL et **Christelle BOTZ-MESNIL**, responsable du pôle tourisme de la fédération, le 15 mars 2017. Cette rencontre fut l'occasion d'aborder les enjeux des entreprises publiques locales dans les territoires littoraux et touristiques, et notamment le développement des modes de gestion associant public et privé, pour les ports de plaisance ou les offices de tourisme.

Comité national du trait de côte le 15 mars 2017

Christine LAIR et Elise LIMONIER ont participé le 15 mars au Comité national de suivi de la stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte, présidé par **Pascale GOT** et **Chantal BERTHELOT**. Les députées ont fait part de leur déception quant au retard dans l'adoption de la PPL Adaptation des territoires littoraux, rappelant que certaines de leurs propositions sont issues du rapport du Comité national.

Présentation de la plateforme numérique, support du Passeport Vert

Dans le cadre de la mise en œuvre du Passeport Vert, l'ANEL a développé, via son prestataire Betterfly Tourism, les outils numériques de suivi et de gestion de la démarche. **Hubert VENDEVILLE**, PDG de Betterfly Tourism, a présenté la plateforme en ligne de suivi du Passeport Vert, le 16 mars à l'ANEL.

Journée tourisme et numérique organisée par Territoires-Conseils le 21 mars

Territoires-Conseils a organisé, en partenariat avec l'ANEL, une Journée dédiée aux stratégies touristiques numériques que peuvent développer les territoires. Le Conseil départemental de Loire-Atlantique ainsi que deux représentants de l'Office de Tourisme du Boulonnais étaient présents, et ont partagé leurs expériences à ce sujet.

Réunion du Bureau du CNML le 3 avril

Le président **Jean-François RAPIN** a participé avec ses collègues élus de l'ANEL au Bureau présidé par **Karine CLAIREAUX**, sénateur maire de Saint-Pierre-et-Miquelon.

L'actualité ENVIRONNEMENT & LITTORAL

La Stratégie Nationale pour la Mer et le Littoral publiée le 23 février 2017

Après plusieurs mois de concertation, et une adoption au cours du Comité interministériel de la Mer le 4 novembre 2016 à Marseille, la Stratégie Nationale pour la Mer et le Littoral (SNML) a été adoptée par décret le 23 février 2017, dans une version légèrement remaniée.

Ségolène ROYAL confirme la création d'un parc éolien au large de Dunkerque

La ministre de l'Environnement a annoncé le 26 février à Boulogne-sur-Mer le lancement du prochain appel d'offres pour un projet éolien au large de Berck-sur-Mer. Cette concertation, menée tambour battant, ne convient pas à tous les acteurs maritimes qui regrettent cette précipitation.

Création de la Conférence régionale mer et littoral en région Pays-de-la-Loire

La Région des Pays de la Loire a lancé le 16 mars 2017 sa Conférence régionale Mer et Littoral. Coprésidée par l'Etat et la région, et composée de différents collèges réunissant les différents acteurs maritimes et littoraux, la Conférence aura pour objet la définition d'une stratégie maritime régionale, structurée autour de trois axes : la protection et la mise en valeur du littoral, le développement de la croissance bleue, la valorisation de l'identité maritime ligérienne.

Création du Parc naturel marin de la Martinique

Malgré l'avis défavorable du commissaire enquêteur et de trois des maires consultés lors de l'enquête publique, le décret interministériel de création du parc naturel marin est paru le 24 mars 2017. L'opposition de certains acteurs locaux, notamment le Comité régional des Pêches maritimes et des Elevages marins (CRPMEM), n'a pas empêché la création du parc, qui devient le 2^{ème} du pays par sa superficie (47 340 km², soit l'intégralité de la ZEE de la Martinique).

Consultation publique pour l'extension de la réserve naturelle des TAAF

Le Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer a lancé le 24 février une consultation publique sur la création d'un périmètre de protection autour de la réserve naturelle des Terres australes et antarctiques françaises, qui couvre actuellement 670 000 km². La consultation s'est achevée le 17 mars.

L'ANSES conclue à l'absence d'effet démontré du bruit des éoliennes sur la santé

Dans une étude publiée le 30 mars, l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) conclut qu'elle n'a pu établir l'existence d'impact direct sur la santé du fait du bruit des éoliennes. Elle alerte néanmoins sur la gêne acoustique que peut provoquer la proximité d'un parc éolien, et souligne la nécessité d'améliorer l'information des riverains en amont de l'installation.

Maire info, le 3 avril 2017

L'autorisation unique mise en place pour les ICPE

D'abord expérimentée dans 5 régions, l'autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement sera généralisée à partir du 30 juin 2017. Prévues sur un mode expérimental par la loi de transition énergétique puis généralisées par la loi Macron, l'autorisation unique a pour objet une simplification administrative et la réduction des délais d'instruction.

Maire info, le 6 avril 2017

Consultation publique sur les décrets relatif à la gouvernance du littoral et aux milieux marins

Le Ministère de l'Environnement a consulté le public entre le 2 et le 24 février, sur deux projets de décrets d'application de la loi Biodiversité. L'ANEL a rendu un avis rappelant l'opposition des élus à la fusion des deux documents stratégiques de façade atlantiques en un document unique.

Hydrolien : avancées en Bretagne et en Normandie

Ségolène ROYAL a annoncé au cours des Assises des Energies marines renouvelables, organisées le 22 mars au Havre, le lancement d'un nouvel appel d'offres pour la réalisation de deux fermes hydroliennes en Normandie et en Bretagne.

Pas de moratoire sur le transfert des ports de plaisance

Le transfert de la compétence de gestion, création et aménagement des zones d'activités portuaires des communes vers les intercommunalités, prévu par la loi NOTRe, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2017. Saisi par certains élus de l'ANEL inquiets des circonstances dans lesquels ce transfert aurait à s'opérer, **Jean-François RAPIN** a adressé le 16 décembre 2016 un courrier au ministre de l'Aménagement du territoire, **Jean-Michel BAYLET**, afin de l'alerter sur cette situation et de demander un moratoire sur l'application de ce transfert.

Le ministre a répondu le 20 janvier 2017, en écartant toute idée de moratoire et en renvoyant les élus vers la circulaire du 8 décembre 2016 définissant les caractéristiques des zones d'activité portuaire. Un recours en excès de pouvoir ainsi qu'un référé-suspension ont été déposés contre cette circulaire par plusieurs collectivités méditerranéennes, mais le Conseil d'Etat a rejeté ces demandes.

Un nouveau président pour Armateurs de France

Jean-Marc ROUE, président du Conseil de surveillance de Brittany Ferries, a succédé à la tête d'Armateurs de France à Gildas MAIRE, directeur général du groupe Louis-Dreyfus-Armateurs. Jusque-là trésorier d'Armateurs de France, Jean-Marc ROUE a présenté le 4 avril les priorités de l'association : les négociations concernant le Brexit, l'augmentation du nombre de marins français, et la relance d'un pavillon européen.

L'actualité TOURISME ET CULTURE

Fermeture du Musée de la Marine pour travaux

Le Musée de la Marine a fermé fin avril 2017 pour plusieurs années de travaux de rénovation. Toutefois, ce sera l'occasion de revoir les 5 musées en région qui vont prendre la relève. A noter déjà, les 400 ans en 2018 de la Citadelle de Port-Louis qui se dresse fièrement face à Lorient.

AGENDA

Pour consulter l'intégralité de l'agenda, rendez-vous sur le site de l'ANEL : www.anel.asso.fr